



HAL
open science

Bilan et orientation de la recherche archéologique 2019 Résultats significatifs à La Réunion, à Mayotte et dans les TAAF

Virginie Motte, Jonhattan Vidal

► **To cite this version:**

Virginie Motte, Jonhattan Vidal. Bilan et orientation de la recherche archéologique 2019 Résultats significatifs à La Réunion, à Mayotte et dans les TAAF. *Archéologie de la France - Informations*, 2022. hal-04514076

HAL Id: hal-04514076

<https://hal.science/hal-04514076v1>

Submitted on 4 Apr 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution 4.0 International License

LA RÉUNION

Bilan et orientation de la recherche archéologique 2019

BILAN SCIENTIFIQUE

2019

En 2019, 622 dossiers d'aménagement ont été examinés par le SRA et 11 diagnostics et quatre fouilles ont été prescrits dans le domaine de l'archéologie préventive. Durant cette même année, sept diagnostics et trois fouilles préventives ont été réalisées sur le terrain par l'Inrap, avec des équipes mixtes métropolitaines et locales, et deux fouilles programmées ont été conduites par le SRA en partenariat avec de nombreux acteurs institutionnels.

Les opérations préventives réalisées en 2019 permettent d'apporter de nouvelles données sur plusieurs thématiques de l'occupation des Bas de La Réunion.

Concernant le phénomène urbain, l'année a été faste avec trois fouilles préventives qui apportent des connaissances encore inédites sur cette thématique.

La fouille du Lot 3 de l'entrée Est de Saint-Paul, berceau du peuplement de l'île, éclaire la vie d'un riche quartier résidentiel où, au XIX^e siècle, les belles demeures se succèdent le long de la chaussée. La fouille a concerné plus particulièrement des arrières-cours où 500 structures correspondent essentiellement à des aménagements sur poteaux. Plusieurs fosses dépotoirs ont livré de nombreux fragments d'objets et restes alimentaires dont l'étude précisera les pratiques de consommation de la classe aisée saint-pauloise du XVIII^e siècle au XX^e siècle. L'ensemble offre une image de l'évolution d'un îlot urbain, entre phases de croissance et périodes de déclin.

À Saint-Denis, c'est un îlot au cœur du tissu urbain qui a été fouillé au 119 rue Jean Chatel. Cinq états d'occupation se succèdent avec des modes de construction élaborés. Ils témoignent de la viabilisation du site puis de la présence de solides bâtiments d'habitation et de dépendances de services. Les fondations évoquent la présence d'un ou de plusieurs étages et les sols reposaient sur des vides sanitaires, eux-mêmes raccordés à un système de drainage. Cet îlot est une parfaite illustration archéologique de la rapide et dense évolution d'une parcelle de centre-ville du XVIII^e siècle à nos jours.

Sur le front de mer de Saint-Denis, la place Charles de Gaulle, fouillée sur 2250 m², révèle la morphologie de la

ville sur son littoral, en lien avec les activités économiques induites par cette connexion maritime. Trois ensembles ont été découverts : des aménagements de voirie dans l'axe de l'ancienne « rue de l'Embarcadère », un vaste espace lié aux établissements de marine qui s'y sont succédé, avec en particulier un entrepôt du XIX^e siècle et à l'extrémité sud-ouest, les fondations de bâtiments du XVIII^e siècle dont un imposant corps de garde.

Les occupations rurales et agricoles ont été illustrées par deux diagnostics relatifs à des projets de carrière permettant d'appréhender de grandes surfaces. Ces opérations, menées aux Orangers à Saint-Benoît et à Bois Blanc, Ravine du Trou à Saint-Leu, ont également été l'occasion d'articuler relevé LiDAR, prospections pédestres et diagnostic afin de mieux cibler les interventions de terrain. Les deux sites présentent des aménagements parcellaires liés à des occupations agricoles. Celui de la Ravine du Trou à Saint-Leu est particulièrement intéressant, puisqu'il montre à proximité des vestiges d'un four à chaux et d'un probable moulin kader, un dense enchevêtrement de murs de terrasses, enclos et chemins, qui sont à relier à l'exploitation d'un vaste espace de 4,5 ha.

Le patrimoine industriel de La Réunion a bénéficié en 2019 de plusieurs opérations préventives qui apportent des informations techniques et chronologiques nouvelles sur ces installations emblématiques de l'histoire de l'île. Un diagnostic sur le site de Villèle à Saint-Paul était ciblé sur des secteurs de l'habitation et ses dépendances ainsi qu'aux abords des bâtiments de l'usine sucrière. De nombreux vestiges inédits parsèment ces derniers : moulin à oléagineux, bâtiments, fosses dépotoir, qui évoquent à la fois des faits perçus par l'étude des archives et des éléments totalement inédits.

Une autre usine de la même commune a fait l'objet d'un diagnostic dans son emprise, celle de Vue-Belle à la Saline-Les-Hauts. Initialement construite en 1827, elle a subi plusieurs évolutions jusqu'à l'abandon de la production du sucre sur ce site en 1970. Le diagnostic a révélé les aménagements effectués au tournant des XIX^e et XX^e siècles liés au transfert et au pesage de la canne à sucre : place pavée, balance à canne et aménagements divers.

Bien que ne se situant pas directement sur le site de l'usine du Baril, le diagnostic de la zone du puits des Anglais à Saint-Philippe donne des résultats directement rattachés à cette exploitation. Les structures observées (trous de poteaux et de piquets) appartiennent à des constructions légères, de type cases, relatives aux logements d'engagés établis à proximité de l'usine sucrière. Le mobilier mis au jour est réduit, reflétant des conditions de vie sommaires et couvre le XIX^e siècle et la première moitié du XX^e siècle.

Dans le domaine de l'archéologie programmée, deux opérations ont été menées sur le terrain en 2019. La fouille de la colline du théâtre, une hauteur qui surplombe la baie de Saint-Gilles, par une aire ouverte d'environ 200m² a permis de mettre en évidence plusieurs phases d'occupations du site. Une plateforme carrée de 4 m de côté, édifiée en bordure du plateau comprend un niveau de circulation qui a livré un lot de céramiques chinoises d'importation de la fin du XVIII^e siècle. La morphologie du bâtiment, la situation stratégique du site et la présence de mobilier militaire incitent à y associer une fonction de surveillance. Dans une seconde phase, des murets de pierres sèches et un vaste enclos de 400 m² témoignent d'une pratique d'élevage. Cette opération a également permis de constituer un premier chantier école pour une dizaine d'étudiants.

La deuxième campagne de la fouille de la caverne des Lataniers à Saint-Joseph a été réalisée dans la poursuite des travaux sur le massif du volcan de la Fournaise. Ce secteur garde au travers de quelques lieux le souvenir de la période du marronnage au XVIII^e siècle et de la conquête de cet espace entre la fin du XVIII^e siècle et le XIX^e siècle. Cette opération, menée en collaboration avec l'Inrap, le Parc National, l'OVPF et la Cité du Volcan a consisté à étendre la zone d'investigation afin d'apprécier au plus près la nature et la chronologie fine des différentes occupations depuis le XVIII^e siècle. Une restitution au public de cette recherche est programmée à la Cité du Volcan dans le cadre d'une exposition.

Enfin, en 2019, le SRA a accompagné le Département de La Réunion dans sa réflexion autour du site de l'Îlet à Guillaume. Site historique et espace naturel remarquable qui abrite en particulier les vestiges d'un pénitencier pour enfants, construit en 1864 et dirigé par les « Pères du Saint-Esprit » jusqu'à sa fermeture en 1879. Un relevé LiDAR a été proposé par le SRA qui a rédigé le CCTP, réalisé le suivi technique de l'acquisition, analysé et exploité les données acquises en fin d'année.

La politique de gestion des biens archéologiques mobiliers est restée très active avec l'amélioration des conditions de conservation au centre de stockage de La Providence et la poursuite de l'expérimentation de gestion partagée avec l'Inrap. Début 2019, considérant le taux de remplissage du centre, la DAC a défini un état estimatif des besoins dans la perspective de la création d'un véritable centre de conservation et d'étude. Une étude de faisabilité a été lancée en 2020.

De nombreuses actions de valorisation ont été conduites. Dans le cadre de projets d'EAC avec l'avancée sur une bande dessinée sur l'archéologie et la réalisation d'un projet d'éducation aux médias et à l'information autour des résultats de l'opération archéo-botanique de la paléoforêt de la rivière des Galets (paleoforet.re). Les interventions et séances de médiation ont été nombreuses, que ce soit dans le cadre des journées du réseau Unesco, des journées nationales de l'archéologie, de la nuit européenne des chercheurs, mais aussi par des communications lors de séminaires.

Pour **Mayotte**, 3 arrêtés de diagnostic archéologique ont été prescrits (Dembeni, rectification RN 2 4,7 hectares, Mamoudzou, Doujani 32 hectares et Dzaoudzi, Place de France 3200m²), venant compléter la liste des opérations prescrites antérieurement. Deux missions dans l'année, dont une coordonnée avec l'Inrap, ont permis de rencontrer les maîtres d'ouvrage de ces opérations pour affiner la programmation et, plus largement, de rencontrer les acteurs de l'aménagement.

En novembre 2018, lors de travaux de réparation dans le parc de la Résidence des Gouverneurs à Dzaoudzi, une structure maçonnée et du mobilier archéologique ont été mis au jour. Consécutivement à cette découverte fortuite un arrêté de fouille d'office a été émis début 2019. L'opération a été menée en mars-avril 2019 par le musée de Mayotte (MuMa, Conseil départemental de Mayotte), sous la direction de Michaël Tournadre. Si ce sondage fortuit n'a qu'effleuré la stratigraphie de Dzaoudzi, il a permis d'étudier les vestiges d'un habitat qui pourrait dater, au plus tôt, de la toute fin du XVIII^e siècle (déménagement du sultanat de Tsingoni à Dzaoudzi) et au plus tard du sultanat d'Andriantsoly (1832-1841). Cette opération s'ajoute à celles précédemment menées à Dzaoudzi qui avaient permis de remonter de quatre à cinq siècles en amont des sources historiques, muettes sur l'occupation de Dzaoudzi avant la fin du XVIII^e siècle.

Ces résultats illustrent, sans surprise, l'important potentiel archéologique de Dzaoudzi.

Les biens archéologiques mobiliers mis au jour sur le territoire du département de Mayotte sont actuellement conservés par l'État-DAC Mayotte dans un dépôt situé dans l'ancienne Caserne de Dzaoudzi (propriété du Conseil départemental) qui accueille les réserves du MuMa. Ce dépôt est mis à disposition de la DAC et du DRASSM à titre gratuit. En 2018, une mission conjointe du SRA et du DRASSM avait initié le travail de préparation du règlement du statut de propriété des biens archéologiques mobiliers mis au jour sur le territoire du département de Mayotte, travail conduit pour identifier les biens archéologiques mobiliers propriétés de l'État en vue de leur transfert au département de Mayotte. La poursuite de la mission, confiée à l'association *archéologies*, a été financée par la DAC Mayotte et réalisée par Delphine Dumarché sur toute l'année 2019. La mission a permis le récolement des inventaires et l'identification des statuts de propriété de l'ensemble des biens archéologiques mobiliers conservés dans le dépôt. Une prolongation reste à conduire afin d'informer les propriétaires de leurs droits et de préparer les documents nécessaires au règlement de propriété.

Dans le domaine de la valorisation, après archéologies mahoraises, sixième publication des « Patrimoines cachés » de la DAC Mayotte en 2017, une frise chronologique a été achevée en 2019. Elle illustre les grandes étapes de l'histoire mahoraise : les origines du peuplement, l'expansion commerciale, les débuts de l'Islam, l'âge d'or swahili, les Temps Modernes et la période coloniale. Fruit d'un partenariat entre la DAC Mayotte et l'Inrap, elle a été réalisée avec le concours du Conseil départemental de Mayotte et de la Société d'histoire et d'archéologie de Mayotte (Sham). Comme pour archéologies mahoraises, la coordination éditoriale scientifique de la frise a été conduite par le SRA.

Dans les Terres australes et antarctiques françaises, le protocole mis en place conjointement par le SRA et les TAAF en 2018 pour faciliter la remontée d'observations opportunistes par les agents de la Réserve nationale naturelle a montré son efficacité. En 2019 une dizaine de sites à Crozet et Kerguelen ont ainsi bénéficié d'un enregistrement normalisé par des agents de la réserve qui ont informé la mission patrimoine des TAAF. Ils illustrent les grands sujets historiques des îles australes : l'exploitation des mammifères marins, les campements de fortune et les expéditions scientifiques. Ce protocole

permet d'alimenter une carte archéologique des terres australes. On retiendra par exemple un intéressant site de phoquiers probablement du XIX^e siècle dans un abri sous roche en Baie de la Mouche.

Plus au sud, à la demande de la préfète administratrice supérieure des TAAF, le SRA a rédigé un cahier des charges pour la numérisation des vestiges de la base de Port-Martin en Terre Adélie. Ce projet a été examiné et validé par la CTRA et inscrit comme projet phare en commission du patrimoine des TAAF.

Concernant le mobilier, la mission patrimoine des TAAF a organisé sur le district de Kerguelen le rapatriement et le conditionnement sur base des objets fragiles qui étaient présents sur les sites de Port-Jeanne-d'Arc et Port-Couvreux. Cette mission a également été l'occasion pour les TAAF de poursuivre le versement de ses inventaires dans la base de donnée de gestion mise en place par le SRA. 2019 a également vu le retour à La Réunion, avec le concours de l'Inrap, du mobilier archéologique de Tromelin qui était exposé en métropole depuis plusieurs années. Ce mobilier, a été inventorié et conditionné selon les normes du centre de stockage des BAM de la Providence. Quelques pièces majeures ont été exposées à la bibliothèque universitaire de Saint-Denis en fin d'année.

Virginie MOTTE

Conservatrice régionale de l'archéologie

Jonhattan VIDAL

Adjoint à la conservatrice régionale de l'archéologie